SURMONTER LA PANDÉMIE LES FEMMES RÉSISTENT AUX INÉGALITÉS

OVERCOMING THE PANDEMIC WOMEN RESIST INCREASED INEQUALITIES



Femmes de diverses origins / Women of Diverse Origins

Webinaire à l'occasion de la Journée internationale de lutte de la femme 2021/ Webinar on the occasion of International Women's Day of Struggle 2021

Samedi 6 March / Saturday 6th March



Femme de diverses origines est un groupe de travail du QPIRG-McGill/ Women of Diverse Origins Is a Working Group of QPIRG-McGill



On unceded territory of the Kanien'kehá ka (Mohawk)

Sur le territoire non-cédé de Kanien'kehá ka (Mohawk)

LES PRINCIPES DE BASE OUI NOUS UNISSENT

Le Comité d'action et de coordination pour le 8 mars des Femmes de diverses origines

- 1. Nous volons être visibles. Nous voulons organiser des activités du 8 mars selon nos préoccupations et pour que nos associations occupent le centre de la scène (au lieu de seulement faire partie d'un atelier ou d'être considérées comme un ajout dans une activité émanant du mouvement des femmes en général).
- 2. Nous sommes des féministes de diverses origines, nées dans d'autres pays, particulièrement ceux de l'hémisphère Sud ou au Canada. Nous conservons des liens très étroits avec nos pays d'origine et nous sommes très préoccupées par les problèmes du tiers monde.
- 3. Dans nos communautés et dans la société en général, nous nous opposons au patriarcat et à la misogynie au niveau des relations familiales, des institutions civiles et politiques, de la culture et des médias.
- 4. Nous sommes engagées à défendre la dignité de la personne et les droits fondamentaux ; le droit de vivre librement sans peur et sans intimidation, le droit de vivre librement sans discrimination sexuelle, le droit de vivre librement sans intégrisme religieux.
- 5. Sans droits fondamentaux, les femmes ne peuvent avoir de dignité. C'est pourquoi nous sommes engagées pour la défense de droits au logement, à l'éducation et à la santé, ainsi que le libre choix en ce qui touche le style de vie et le droit de reproduction.
- 6. Nous appuyons les luttes actuelles de libération dans nos pays d'origine et dans le tiers monde en général incluant la lutte des peuples contre l'impérialisme et les gouvernements répressifs locaux. Nous voulons célébrer et faire connaître la tradition de résistance qu'ont les femmes de nos communautés et de nos pays d'origine.
- 7. Nous soutenons les luttes continues des peuples autochtones habitants originaux de l'île de tortue lesquels, par suite du colonialisme, ont souffert de la dépossession de leur terre, de l'altération de leur culture et de leur façon de vivre, dévalorisant les traditions plus égalitaires de genre.
- 8. Au plan local, nous nous opposons activement au racisme et à toutes les formes d'oppression, particulièrement à l'intensification de la répression contre les minorités visibles depuis le 11 septembre 2001, à l'injustice, aux préparatifs de guerre, à la politique canadienne et américaine et à l'inégalité des conditions économiques globales.
- 9. Nous nous opposons aux politiques de discrimination envers les immigrants et les réfugiés qui marginalisent les femmes et leurs familles, les laissant dans la pauvreté et dans des situations souvent près de l'esclavage. Nous nous opposons à la mondialisation qui a pour effet de diminuer le salaire et les conditions de travail des femmes, tout particulièrement des immigrantes et des réfugiés, les plaçant dans des situations de plus en plus désespérées.

OUR BASIS OF UNITY

The 8th March Coordination and Action Committee of Women of Diverse Origins

- 1. We want to be visible. We want to organize March 8 with our issues and our organizations occupying centre stage (not just as a workshop or in an addendum to a mainstream women's event).
- 2. We are feminists of diverse origins born in other countries, mainly in the southern hemisphere, or Canadian-born. We have a continuing strong connection to our countries of origin, and to issues of the Third World.
- 3...In our communities and in the wider society we oppose patriarchy and misogyny in terms of family relations, societal and political institutions, culture and the media.
- 4.We are committed to dignity and to basic rights freedom from fear and intimidation, freedom from sexual discrimination, freedom from fundamentalism.
- 5. Without basic rights women and their families are unable to achieve human dignity. So we are committed to rights in the areas of housing, education and healthcare, choice in matters of lifestyle and reproductive rights.
- 6.We support the on-going national liberation struggles in our countries of origin and the Third World in general, and people's struggles against imperialism and local repressive governments. We want to celebrate and inform on women's traditions of resistance from our communities and countries of origin.
- 7. We support the ongoing struggles of the First Nations, the original inhabitants of Turtle Island, who have suffered dispossession of land and destruction of culture and way of life, including more egalitarian gender traditions, as a result of settler colonialism.
- 8.Locally, we actively oppose racism, and all forms of oppression, particularly the heightened repression against visible minorities since Sept. 11 2001, and against justice-loving people speaking out against war preparations, Canadian and US foreign policy and global economic inequality.
- 9.We oppose discriminatory immigration and refugee policies which marginalize women and their families, keeping them in poverty and near-slave conditions, and the effects of globalization which are driving down wages and working conditions of women, particularly immigrants and refugees and putting people into increasingly desperate conditions.
- 10. We are anti-war and anti-imperialist and wish to contribute to building a strong women's stance against war and aggression, particularly US-led wars of terror.

Le Comité des femmes de diverses origins qui est une alliance d'organisations de femmes représentant la diversité des communautés culturelles à Montréal. Depuis 2002, nous organisons une marche et un événement dans le cadre de la journée internationale de la femme. Ces évenements reflètent notre position militante et notre prise de conscience du contexte mondial et du rôle de nos propres luttes et actions pour la défemse des droits humains, pour la sociale et la libération de tous les peoples du joug impérialiste et patriarchal. Nous souhaitons célébrer les femmes qui luttent quotidiennement contre la guerre, la violence et la violence. Nous cherchons à élargir la solidarité des femmes au niveau local et mondial.

8th March Committee of Women of Diverse Origins is an alliance of grassroots women's organizations representing the diversity of cultural communities in Montreal. Since 2002, we have organized an International Women's Day march and event that reflects our militant stand and our awareness about the world context and the role of our own struggles and actions for women's rights as human rights, for social justice and the liberation of all peoples, and women, rooted in daily struggles against war, violence, and conflict. We seek to broaden women's solidarity both locally and globally.

SURMONTER LA PANDÉMIE-LES FEMMES RÉSISTENT AUX INÉGALITÉS ACCRUES/ OVERCOMING THE PANDEMIC - WOMEN RESIST INCREASED INEQUALITIES

Modérateurs/ Moderators : Leila Ghaffari & Marie-Claude Manga

Originaire d'Iran, Leila représente Bien Vivre Ensemble à Femmes de diverses origines (FDO)/Women of Diverse Origins (WDO). Originaire de la République Démocratique du Congo (RDC), Marie-Claude est membre de FDO-WDO.

With origins in Iran, Leila represents Bien Vivre Ensemble on FDO-WDO. With origins in the Democratic Republic of Congo, Marie-Claude is a member of FDO-WDO.

1. Reconnaissance territoriale et commentaires introductifs par FDO-WDO.

Land acknowledgement & Introductory comments by FDO-WDO.

Dolores Chew [présentation en anglais]

Originaire d'Inde, Dolores fait partie de FDO-WDO où elle représente le Centre communautaire des femmes d'Asie du Sud.

With origins in India, Dolores is part of FDO-WDO where she represents the South Asian Women's Community Centre

2.Réalités autochtones / Indigenous realities – lako'tsi:rareh Amanda Lickers [présentation en anglais]

lako'tsi: rareh **Amanda Lickers** (elle / iels) Six Nations Seneca, est une artiste émergente (@skrimpskrap) et contributrice au kit d'outils *Land, Body, Defense Environmental Violence* (http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBToolkit_2016 .pdf) publié par *Native Youth Sexual Health Network* en partenariat avec *Women's Earth Alliance*. Dans la dernière dizaine d'années, Amanda a participé à de nombreuses campagnes d'éducation, de sensibilisation du public et de renforcement des capacités autour de la restitution des terres. Dans ses expériences, le fait d'endurer, de témoigner et de nommer le traumatisme de la terre a façonné le travail d'lako'tsi:rareh, qui est marqué par sa compréhension de Terra Nullius en tant que culture du viol.

lako'tsi:rareh Amanda Lickers (she/they) Six Nations Seneca is an emerging artist (@skrimpskrap) and contributor to the Land, Body, Defense Environmental Violence Tool Kit (http://landbodydefense.org/uploads/files/VLVBToolkit_2016.pdf) released by Native Youth Sexual Health Network in partnership with Women's Earth Alliance. They are a public educator and facilitator building capacity alongside many campaigns for land back over the last decade. In her experiences enduring, witnessing and naming land trauma, lako'tsi:rareh's work is shaped by her understandings of Terra Nullius as rape culture.

3. Violence contre les femmes/Violence against women – Chantale Bilulu [presentation in French]

Diplômée en sociologie de l'Université de Lubumbashi en RDC, Chantale est veuve et mère de cinq (5) enfants. Chantale est militante des droits humains, en particulier les droits des femmes et des enfants. Elle est actuellement en charge du programme « Femmes et enfants » et du projet « Femmes, paix et sécurité » au sein de l'association à but non lucratif « Héritiers de la Justice ». Elle y est responsable de la formation, l'information, la sensibilisation aux droits des femmes et des enfants et de la manière de les revendiquer, de les protéger et de les faire respecter. Elle est également chargée de l'extension des lois nationales et d'autres instruments juridiques internationaux visant à protéger les femmes et les enfants. À cela s'ajoute la lutte pour l'autonomisation économique des femmes et leur participation à la gestion du pays en tant qu'acteur de paix et de sécurité dans la communauté. Dans sa lutte pour la justice sociale, la protection et le soutien des femmes victimes de viols et de violences sexuelles occupent une place privilégiée.

With a degree in sociology from the University of Lubumbashi in the DRC, Chantale is a widow and mother of five (5) children. She is currently in charge of the "Women and Children" program and the "Women, Peace and Security" project at the non-profit organization "Héritiers de la Justice". As human rights activist, specifically women's and children's rights, she is responsible for training, informing, raising awareness of women's and children's rights and how to claim, protect and enforce them. She is also responsible for the extension of national laws and other international legal instruments aimed at protecting women and children. Added to this is the struggle for women's economic empowerment and participation in the management of the country as an actor of peace and security in her community. In its struggle for social justice, the protection and support of women victims of rape and sexual violence occupy a privileged place.

4.Court métrge/Short film -- "Marcha de Flores" - Nadine Altounji [français et espagnol; French and Spanish]

Nadine Altounji est une chanteuse, guitariste et auteure-compositrice-interprète de Montréal. Ses passions musicales et ses compétences sont profondément ancrées dans le sol fertile de la Syrie, pays d'origine de ses parents. Dès son plus jeune âge, cette Canadienne et Québécoise de première génération a été nettement influencée en regardant sa grand-mère jouer des airs de chansons classiques arabes au piano. Elle avait seulement cinq ans lorsqu'elle a appris à jouer du piano. Elle a par la suite confirmé son intérêt pour la musique et sa portée culturelle en obtenant un Bac en Beaux-arts de l'Université Concordia, avec majeur en Études musicales. Depuis quatre ans, Nadine (qui est déjà bassiste, guitariste et pianiste) a entrepris d'apprendre à jouer le oud, instrument traditionnel du Moyen-Orient, que jouait déjà son arrière-grand-père. C'est une manière pour elle de renouer avec ses racines. Nadine est une musicienne accomplie qui a toujours étudié et enseigné la musique. Elle n'a jamais cessé d'utiliser ses compétences en collaborant avec d'autres artistes sur plusieurs lancements d'albums, particulièrement avec le Montréalais Wayne Tennant, et en jouant avec le collectif musical Kalumnity. Dans son premier EP solo, I Still, lancé en 2016, Nadine explore son propre cheminement vers l'acceptation de soi et l'auto-expression. Après avoir reçu une subvention du Conseil des arts du Canada, Nadine a récemment séjourné quatre mois en Équateur et au Pérou pour y étudier les formes et les traditions musicales locales, avant de retourner à Montréal pour entreprendre les enregistrements de son dernier projet : The Stories that Tie Us to Trees (Les histoires qui nous relient à nos racines).

Nadine Altounji is a singer, guitarist and singer-songwriter from Montreal. His musical passions and skills are deeply rooted in the fertile soil of Syria, his parents' home country. From an early age, this first generation Canadian and Quebecer was clearly influenced by watching her grandmother play tunes from classic Arabic songs on the piano. She was only five years old when she learned to play the piano. She subsequently confirmed her interest in music and its cultural significance by obtaining a Baccalaureate in Fine Arts from Concordia University, with a major in Music Studies. For the past four years, Nadine (who is already a bassist, guitarist and pianist) has been learning to play the oud, a traditional Middle Eastern instrument, which her great-grandfather already played. It's a way for her to reconnect with her roots. Nadine is an accomplished musician who has always studied and taught music. She has never stopped using her skills collaborating with other artists on several album launches, particularly with Montrealer Wayne Tennant, and playing with the musical collective Kalumnity. In her first solo EP, I Still, released in 2016, Nadine explores her own journey towards self-acceptance and self-expression. After receiving a grant from the Canada Council for the Arts, Nadine recently spent four months in Ecuador and Peru to study local musical forms and traditions, before returning to Montreal to undertake the recordings of her latest project: The Stories. that Tie Us to Trees.

5.Témoignage - travail non reconnu /Testimony -- unrecognized work - Angie [présentation en anglais]

Angie est un nouveau membre de PINAY, l'organisation féminine philippine du Québec. Elle travaille comme soignante dans le cadre du programme fédéral des aides familiaux à domicile. Elle est arrivée au Canada en novembre 2019 et a commencé à travailler pour une famille pour aider à prendre soin de deux jeunes enfants et aider à l'entretien du domicile de son employeur. Angie is a new member of PINAY, the Filipino women's organization in Quebec. She works as a caregiver under the federal inhome caregiver program. She came to Canada in November 2019 and started working for a family to help care for two young children and help in the upkeep of her employers' home.

Q&A / Questions et réponses

6.Économie, femmes et covid /Economics, women and covid – Pamela Moya [presentation in French]

Pamela est étudiante en sciences politiques à l'Université de Sherbrooke. Elle a vécu aux États-Unis pendant deux ans, dans lesquelles elle a appris comment les problèmes d'immigration affectent les gens du Sud, en particulier les femmes. Dans sa quête pour essayer de trouver sa place dans le monde, en tant que femme immigrée de couleur, elle a essayé de devenir traductrice, mais a réalisé que les questions sociales exigeaient plus que cela, alors elle a décidé de se lancer dans la science politique. Ayant grandi en Équateur et ayant 80% de sa famille et de ses amis là-bas, elle se décrit comme un "pont entre deux mondes" en référence à "This Bridge Called My Back", un livre qui rassemble les écrits radicaux de plusieurs femmes de couleur avec qui elle s'identifie. Par le pouvoir de sa volonté, elle a appris le français. Elle est curieuse et intéressée par la recherche, ce qui semble bien fonctionner pour elle dans un cadre universitaire. Pamela se soucie également de ce que nous pouvons accomplir collectivement dans un domaine où les gens sont en difficulté mais résilients.

Pamela is a Political Science student at Université de Sherbrooke. She has lived in the US for two years, getting to understand how immigration issues affect the people from the global South, especially women. In her quest to try and find her place in the world as an immigrant woman of color, she tried to become a translator, but I realized that social issues require more than that, so she decided to go into Political Science. Having grown up in Ecuador and having 80% of her family and friends over there, she describes herself as a "Bridge between two worlds" in reference to "This Bridge Called My Back" a book which compiles the radical writings of several women of color with whom she identifies. Through the power of sheer will she learned French so here she is. She's inquisitive with research, which seems to be working well for her in an academic setting, and she also cares about what we can collectively achieve in the field where people are struggling but resilient.

7.Chanson - performance / Song - performance - Siena Christie [présentation en anglais]

Siena Christie est chanteuse et compositrice de folklore moderne et membre de l'Organisation de solidarité Philippine-États-Unis (PUSO) à Vancouver, Washington. Ses chansons se concentrent sur des histoires vraies des gens et des lieux, et elle s'inspire de la beauté naturelle du nord-ouest du Pacifique et du courage des héros et héroïnes du quotidien.

Siena is a singer and songwriter of modern folklore and a member of the Philippine-U.S. Solidarity Organization (PUSO) in Vancouver, Washington. Her songs focus on true stories of people and places, and she draws inspiration from the natural beauty of the Pacific Northwest and the courage of everyday heroes and heroines.

8.Impunité et résistance /Impunity and resistance -- Liza Maza [présentation en anglais]

Liza est militante philippine. Elle était la principale organisatrice de la Commission nationale anti-pauvreté. Elle était membre de la Chambre des représentants des Philippines, représentant le « Parti des femmes de Gabriela ». Elle a rédigé de nombreux projets de loi et résolutions et a réussi à faire adopter certains d'entre eux dans des lois telles que la loi sur le contrôle des loyers de 2009, la loi sur la justice et le bien-être pour mineurs de 2006, la *Magna Carta of Women*, la loi sur les soins infirmiers des Philippines, la loi anti-torture, la loi anti-violence chez les femmes et les enfants. Elle a tenu les États-Unis complices du soutien aux violations des droits humains aux Philippines. En 2015, l'immigration américaine lui a interdit d'entrer dans le pays pour participer à une conférence sur les activités américaines aux Philippines.

Liza is a Filipina activist who was the lead convenor of the National Anti-Poverty Commission. She was a member of the Philippine House of Representatives, representing Gabriela Women's Party. She has authored numerous bills and resolutions and was successful in getting some of them passed into laws such as the Rent Control Act of 2009, The Juvenile Justice and Welfare Act of 2006, Magna Carta of Women, Philippine Nursing Act, Anti-Torture Law, Anti-Violence in Women and Children Act. She has held the US complicit in supporting human rights violations in the Philippines and in 2015 U.S. immigration barred her from entering the country to participate in a conference on U.S. activities in the Philippines

9.Témoignage Équateur/Testimony – Ecuador -- *Miriam Chuchuca* [presentation in Spanish/présentation en espagnol]

Miriam est membre de la Fédération des organisations autochtones et paysannes d'Azuay FOA. Elle vit à Victoria del Portete dans le sud de l'Équateur. Elle et d'autres paysannes ont mené la lutte anti-minière dans la province d'Azuay contre les entreprises canadiennes et chinoises *IAM GOLD* et *INV Metals*. Miriam a été pendant de nombreuses années une défenseuse de l'eau et, avec des organisations environnementales telles que Yasunidos, elle a promu des référendums populaires pour arrêter des projets miniers à grande échelle. En février 2021, le vote contre l'exploitation minière l'a emporté avec 80% à Cuenca. Le leadership de femmes comme Miriam a réussi à arrêter les entreprises extractivistes et a garanti le droit à l'eau pour de nombreux paysans et communautés.

Miriam is member of the Federation of indigenous and peasants organizations of Azuay FOA. She lives in Victoria del Portete in the south of Ecuador. She and other peasant women have led the anti-mining struggle in the province of Azuay against the Canadian and Chinese companies IAM GOLD and INV Metals. Miriam has been for many years a water defender and together with environmental organizations such as Yasunidos have promoted Popular Referendums in order to detain large-scale mining projects. In February of this year, the vote against mining won with 80% in Cuenca. The leadership of women like Miriam has achieved to stop extractivist companies and guaranteed the right to water for many peasants and communities.

Q&A / Questions et réponses

10.Danse Afro Karayib (participatory) – *Jocelyne St-Léger* [in French]

Le Québec est devenu la deuxième patrie de Jocelyne en 1971, lorsque Jean Drapeau était maire de Montréal. En 1973, elle participe avec un groupe d'ami.es au spectacle Saint-Jean sur le Mont-Royal. ASÒTÒ, un tambour sacré d'environ deux mètres de haut était le nom de son groupe de danse. Elle adorait danser et le fait toujours. Et le temps passe trop vite ... Elle a déjà trois fils, des jeunes adultes! Elle s'intéresse à beaucoup de choses, elle vit sa vie! Elle est allée à l'université et a obtenu un baccalauréat en chimie appliquée et une maîtrise en environnement. De là, à la danse qu'elle a appris pendant 15 ans, il n'y a qu'un pas, kita, nago, ibo congo, yanvalou ...

Quebec became Jocelyne's second homeland in 1971, when Jean Drapeau was Mayor of Montreal. In 1973, she participated with a group of friends in the Saint-Jean show on Mont-Royal. ASÒTÒ, a sacred drum about two meters high was the name of her dance group. She loved dancing and still does. And time flies too quickly ... She has three sons, young adults, already! She is interested in a lot of things: she lives life! She went to university and earned a bachelor's degree in applied chemistry and a master's degree in environment. From there to dancing, which I learned for 15 years, there is only one step, kita, nago, ibo congo, yanvalou ...

11. Mots de cloture/ Closing words – Marie Boti & Zaïnab El Guerrab [En anglais et en français/In English and French]

Marie est membre du FDO-WDO. Originaire du Maroc, Zaïnab est membre du FDO-WDO.

With origins in India, Ishita is a member of FDO-WDO. With origins in Morocco, Zaïnab is a member of FDO-WDO.



Crise de la COVID-19, Crise du capitalisme globalisé: Femmes au front et en lutte, ici comme ailleurs

Ingeta (point levé) On ne sera pas dompté!

Nous sommes les femmes d'origine ethnique, de religion, d'âge, d'orientation sexuelle diverses. Nous sommes plurielles mais unies dans nos luttes contre le patriarcat, le racisme, le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme!

Ce 8 mars 2021, Journée internationale de la lutte des femmes, nous, les Femmes de diverses origines, lançons l'alarme!

Depuis un an on se débat avec la pire crise que le monde ait connue de l'histoire récente. La pandémie de la Covid-19 a révélé au grand jour les inégalités existantes créées par le système capitaliste et patriarcal. Elle a aussi exacerbé les problèmes inhérents à l'impérialisme et aux politiques néolibérales des gouvernements mondiaux.

Par-dessus tout, au Québec, la Covid-19 met en exergue les conditions difficiles des travailleuses et travailleurs de la santé et des autres services de première ligne où les femmes forment souvent la majorité. Des décennies de coupures néolibérales et de politiques d'austérité ont également fragilisé le système de santé.

À cause de l'ordre établi patriarcal les femmes sont confinées dans les emplois précaires et sous-payés, les exposant à une contamination accrue du virus. Leurs tâches domestiques et de soins à la famille ont accru. Les familles de la classe ouvrière qui ne peuvent pas scolariser leurs enfants à domicile n'ont pas d'autre choix que de les envoyer dans des salles de classe mal ventilées et surpeuplées. Le confinement et l'isolement les livrent ainsi que leurs familles vivant des situations de violence domestique, aux prises avec leur agresseur sans issue. Les femmes se retrouvent ainsi sur la ligne de front pour défendre les vies, leurs familles, leurs sociétés.

Beaucoup d'emplois de soutien sont occupés par des travailleuses migrantes avec un statut précaire qui sacrifient leur vie avec des protections inadéquates. Ainsi, elles ont été plus nombreuses à tomber malades et à mourir des effets de la Covid. Comme des accessoires jetables, elles sont renvoyées dans leur pays d'origine quand on n'a plus besoin d'elles.

¹Ingeta = Nous ne serons pas domptées ! (en kikongo parlé en République Démocratique du Congo)

Cette conjoncture spéciale a frappé de façon particulière les peuples des premières nations en leur infligeant un traitement honteux découlant du profilage racial et de pratiques révélatrices de racisme systémique dans les hôpitaux et autres services des réseaux publics. Le cas emblématique de la mort de Joyce Echaquan sous les insultes racistes illustre de façon frappante cette situation effroyable. Le gouvernement du Québec refuse de reconnaître la nature systémique du racisme et a rejeté le "Principe de Joyce/ Joyce's Principle", https://bit.ly/2V5bDZx élaboré par sa nation Atikamekw pour exiger que les autochtones puissent accéder aux services sociaux et de santé sans discrimination et en reconnaissance du savoir et traditions autochtones afin d'améliorer la relation avec les services de santé.

Les mesures sanitaires servent aussi de prétexte pour harceler les communautés ethniques minoritaires, en particulier les jeunes des minorités racisées, dans le cadre de pratiques policières résultant du racisme systémique et empreintes de discrimination raciale.

Cette crise annonce déjà l'aggravation d'autres crises (climatiques, alimentaires, économiques et sociales incluant la violence contre les femmes et le racisme systémique). Elle sert aussi de paravent. En effet, en braquant les projecteurs sur la lutte contre le virus, elle permet à certains régimes de se tourner, en toute impunité et indifférence globale, de plus en plus, vers l'autoritarisme et même vers le fascisme que ce soit en Inde, aux Philippines, en Haïti, au Brésil et bien d'autres pays.

Pendant ce temps, le Canada poursuit sa politique d'ingérence impérialiste dans les affaires de plusieurs pays, souvent avec des sanctions qui ont des effets paralysants sur les femmes et leurs communautés. Citons en exemple les cas de : Cuba, Haïti, le Venezuela, l'Iran. Et, le soutien du Canada au régime sioniste d'apartheid d'Israël, armant des États réactionnaires comme l'Arabie saoudite, refusant de signer le traité de non-prolifération nucléaire et finançant des guerres d'agression, même dans le camp des pays impérialistes de l'OTAN, se poursuit quel que soit le parti au pouvoir dans ce pays.

Le Canada continue d'être un refuge pour les compagnies minières qui font des ravages en Amérique latine, en Afrique et en Asie, détruisant l'environnement naturel et les moyens de subsistance des populations locales tout en ignorant les violations des droits contre les populations qui y résistent. Le Canada est complice de politiques économiques et étrangères créant des conditions qui obligent de nombreux habitants du Sud à émigrer en quête de survie. Le Canada doit cesser les ventes d'armes ou l'aide militaire qui sont ensuite utilisées contre les populations de pays du Sud comme les Philippines.

Pendant ce temps, les femmes engagées dans les luttes de libération et les luttes politiques à travers le monde continuent de faire face à l'oppression, l'incarcération et la torture dans des conditions rendues encore plus dangereuses avec la Covid.

Nous devons nous rappeler que la crise de la Covid est le résultat de l'exploitation effrénée de l'environnement naturel pour les profits capitalistes sans égard à ses répercussions et à son l'impact. Il faut se réveiller et se rendre à l'évidence.

Vive la lutte des femmes pour la libération de la planète!

Alors que la pandémie occupe la scène principale, en toile de fond :

les luttes des peuples, des peuples autochtones, des travailleurs et travailleuses, des communautés LGBT+, des communautés racisées se poursuivent:

Les femmes et les peuples du monde entier s'élèvent contre l'impérialisme et la réaction.

- À Kanehsatà:ke, où les pouvoirs municipaux de OKA n'arrêtent pas leurs tentatives d'enlever le contrôle du peu de territoire qui reste encore pour la communauté, la mobilisation se poursuit.
- À Wet'suwet'un où on continue à résister au projet de pipeline CGL (Coastal GasLink) que le gouvernement libéral soutient avec son argent et ses agents.

Les personnes trans et autres continuent à revendiquer le droit à leur identité et à l'égalité.

- Les jeunes font tomber les professeurs racistes, icônes qui pendant des décennies les humiliaient en créant des blessures et des traumatismes.
- Les femmes prenant leur courage à bout de souffle dénoncent les imposteurs, les violeurs et les agresseurs de tout acabit.
- En Amérique latine et dans d'autres parties du monde, les femmes dénoncent la violence du féminicide, qui vise à étouffer leur voix.
- Les travailleuses et travailleurs précaires, migrants sans statut revendiquent le droit à la régularisation. Au Canada, les travailleuses et travailleurs temporaires constituent une main-d'œuvre essentielle, et pourtant on leur refuse le statut de résident permanent, ils n'ont pas droit à des congés de maladie, et ne bénéficient que de peu ou pas de protection durant la pandémie.

Ce 8 mars, nous prenons la rue pour faire écho à toutes ces luttes et en solidarité avec toutes les femmes du monde en entier, premières victimes dans le contexte de la pandémie.

Ce 8 mars, en luttant pour un changement fondamental, nous soutenons et nous exigeons :

Avec les femmes et des peuples autochtones de Kanehsatà :she et de Wet'suwet'en, nous disons Non à la violation des droits ancestraux et de l'autonomie des peuples autochtones! Non à la destruction de l'environnement! Le Canada doit respecter la souveraineté autochtone!

Nous sommes aux côtés des femmes et des peuples des Premières nations, des Inuits et des Métis pour exiger que les 15,6 millions de dollars promis dans l'Énoncé économique de 2020 soient mis en œuvre... sans délai!

Le droit des travailleuses et travailleurs migrants – Assez bons pour travailler, Assez bons pour rester!

Améliorer les conditions de travail dans le secteur public et du financement adéquat des services publics – Fin aux coupures! Fin aux politiques néo-libérales!

Une politique étrangère canadienne progressiste - Non aux manigances impérialistes et aux ingérences en Haïti, au Venezuela, en Palestine et partout ailleurs!

Canada, hors de l'OTAN maintenant!

Renforcer la Solidarité avec les luttes des femmes du Sud!

Signer le Traité de non-prolifération des armes nucléaires! Le Canada est parmi les rares pays à ne pas l'avoir signé.

La pandémie a ouvert une brèche dans le système, exposant ses fondations pourries, inhumaines et irrespectueuses!

À nous de faire tomber la dépouille et de travailler à construire le monde que nous voulons! Vive la lutte des femmes pour la libération de la planète!

wdofdo@gmail.com

https://wdofdo.wordpress.com/

https://www.facebook.com/WDO.FDO.Quebec

Statement for March 8, 2021

The Covid crisis is a crisis of capitalism Women are on the front lines - here and abroad

Ingeta (fist raised) We will not be crushed!

We are women of diverse ethnicities, religions, ages, sexual orientation, and we are united in our struggles against patriarchy, racism, capitalism, colonialism and imperialism!

On March 8, 2021, International Women's Day, we, Women of Diverse Origins, sound the alarm!

For a year now we have been struggling with the worst crisis the world has known in recent history. The Covid-19 pandemic has revealed the existing inequalities created by the capitalist and patriarchal system. It has also exacerbated the problems inherent in imperialism and the neoliberal policies of world governments.

Above all, in Quebec, Covid-19 highlighted the difficult conditions of workers in health care and other frontline services where women often form the majority. Decades of neoliberal cuts and austerity measures have also undermined the health care system.

Due to the patriarchal established order, women are confined to precarious and underpaid jobs, exposing them to increased contamination from the virus. Their domestic and family care tasks have increased. Working class families who cannot home school their children have no choice but to send them to poorly ventilated and overcrowded classrooms. Confinement and isolation leave women and their families who live in situations of domestic violence, with their abuser with no way out. Women find themselves on the front-line defending lives, their families and their societies.

Many support jobs are held by migrant workers with precarious status who sacrifice their lives with inadequate protections. As a result, more of them have fallen ill and died from the effects of COVID. As 'disposable accessories', they are sent back to their countries of origin when they are no longer needed.

These exceptional circumstances have hit indigenous people in a particularly shameful way and further exposed systemic racism including in healthcare and other public services. The emblematic case of Joyce Echaquan's death under racist insults is a very stark illustration of this appalling situation. The Quebec government refuses to recognize the systemic nature of racism and rejected "Joyce's Principle/Principe de Joyce", https://bit.ly/2V5bDZx developed by her Atikamekw Nation to demand that Indigenous people are able to access health and social services without discrimination, and in recognition of Indigenous knowledge and traditions in order to improve the relationship with health services.

Health measures are also used as a pretext to harass ethnic minority communities, particularly racialized minority youth, in the context of police practices resulting from systemic racism and racial discrimination.

This crisis already heralds the aggravation of other crises (climate, food, economic and social, including violence against women and systemic racism). It also serves as a screen. Indeed, by putting the spotlight on the struggle against the virus, it allows certain regimes to turn, with impunity and global indifference, more and more towards authoritarianism and even fascism, whether in India, the Philippines, Haiti, Brazil, etc., or in other countries.

In the meantime, Canada continues its policies of imperialist interference in the affairs of several countries, often with sanctions that have crippling impacts on women and their communities. For example -- Cuba, Haiti, Venezuela, Iran. And Canada's support of the Zionist apartheid regime of Israel, arming reactionary states like Saudi Arabia, refusing to sign the Nuclear Non-Proliferation Treaty and financing wars of aggression, even within the camp of the imperialist NATO countries continues regardless of which party is in power. Canada continues to be a haven for mining companies that wreak havoc in Latin America, Africa, Asia destroying the natural environment and livelihood of local populations and turns a blind eye to rampant human rights abuses against those that resist. Canada is complicit in economic and foreign policies that create conditions that compel many in the global South to migrate in search of survival... Canada must stop arms sales or military aid that are then used against peoples in countries of the South like the Philippines.

Meanwhile, women engaged in liberation and political struggles around the world continue to face oppression, incarceration and torture in conditions made ever more dangerous with Covid.

¹Ingeta = We will not be crushed! (in Kikongo spoken in Democratic Republic of Congo)

At this moment we must remember that the Covid crisis is the result of rampant exploitation of the natural environment for capitalism and profits without a thought of the repercussions and impact. We must wake up and connect the dots.

Long live the women's struggle for the liberation of the planet!

While the pandemic occupies centre stage, in the background:

the struggles of peoples, Indigenous, workers, LGBT+ and racialized communities continue:

Women and peoples around the world are rising up against imperialism and reaction.

In Kanehsatà:ke, where the municipal powers of OKA do not stop their attempts to take control of what little territory remains for the community, mobilization continues.

In Wet'suwet'un, where resistance to the CGL (Coastal GasLink) pipeline project, which the Liberal government supports with its money and agents, continues.

The on-going struggle for justice Missing and Murdered Indigenous girls and women continues.

Trans women and people continue to demand the right to their identity and equality.

- Young people are bringing down racist teachers, icons who for decades humiliated them by creating injuries and trauma. Breathlessly courageous women denounce impostors, rapists and aggressors of all kinds.

In Latin America and other parts of the world, women confront the violence of femicide, that aims to snuff out their voices.

Precarious workers and migrants without status demand the right to regularization. In Canada temporary workers are an essential workforce, and yet they are denied landed status, have no right to sick leave, little or no protections during Covid.

This March 8, we take to the streets to echo all these struggles and in solidarity with all women around the world, the first victims in the context of the pandemic.

This March 8, in the struggle for fundamental change, we support and demand:

With the women and indigenous peoples of Kanehsatà :she and Wet'suwet'en. No to the violation of the ancestral rights and autonomy of indigenous peoples! No to the destruction of the environment! Canada must respect Indigenous sovereignty!

We stand with First Nations, Inuit and Metis women and people in demanding that the \$15.6 million promised in the 2020 Economic Statement be implemented...without delay!

Migrant Workers' Rights - Good enough to work, good enough to stay!

Improve public sector working conditions and provide adequate funding for quality public services - No more cuts! No more neo-liberal policies!

Progressive Canadian Foreign Policy - No to imperialist interventions and interference in Haiti, Venezuela, Palestine and anywhere else!

Canada Out of NATO Now!

Strengthen Solidarity with the struggles of women in the global south!

Sign the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons! Canada is among the few countries that have not signed it.

The pandemic has created a breach in the system, exposing its rotten, inhuman and disrespectful core!

It is up to us to cut out the rot and work to build the world we want! Long live the women's struggle for the liberation of the planet! ATTAP – Association des travailleuses-eurs temporaires et d'agences de placement (ATTAP), de CTI / a branch of the IWC.

LETTER OUVERTE JAN 2021

Les couvre-feu : une hypocrisie dangereuse pour les travailleuses et travailleurs à statut précaire

Les groupes communautaires le répètent depuis près d'un an déjà. Les mesures sanitaires ont des effets disproportionnés sur les populations plus vulnérables ou marginalisées. Malgré ces dénonciations qui fusent de
toute part, et alors que la Cour supérieure du Québec vient de décréter l'exemption des personnes en situation
d'itinérance du couvre-feu, la CAQ s'entête à maintenir le couvre-feu ainsi que l'accroissement des mécanismes de surveillance policière, pour le reste de la population, faisant complètement fit des conséquences
que celui-ci a sur les travailleuses et travailleurs des secteurs essentiels de l'économie, à commencer par la
réduction des heures de travail dans certaines entreprises causant, bien souvent, une surcharge de tâches lors
des heures d'ouverture. D'autre part, depuis le 9 janvier, nombreux sont les travailleuses et les travailleurs à
avoir rapporté s'être fait intercepté-es à répétition puis interrogé-es, parfois pendant plus de 45 minutes, par
les policiers alors qu'elles et ils rentraient du travail. Pour éviter ces situations, plusieurs personnes avec un
statut migratoire précaire se sont senties contraintes de quitter leur emploi. D'autres, pour ne pas avoir à passer de longues heures dans les transports en commun durant les limites du couvre-feu, s'entasser dans les espaces communs sur leurs lieux de travail pour y dormir en attendant 5h.

L'un des principaux problèmes avec les attestations de droit de circulations données par les employeurs, c'est qu'il faut en avoir un employeur. Ça peut sembler bête, mais la question se complique nettement pour les soidisant « travailleur-euse-s autonomes » de l'économie de plateforme comme l'est Uber, ou pour les travailleuses et travailleurs d'agence de placement qui peuvent changer de milieu de travail chaque jour au gré des besoins du marché. Il en va de même pour les travailleuses domestiques qui effectuent des tâches pour des particuliers et qui sont contraintes aux horaires que ces derniers leur donnent. Ensuite, l'autorisation à elle seule n'est pas suffisante lors des contrôles policiers. Les personnes présumées en infraction sont dans l'obligation de s'identifier, ce qui, sans documents d'identité valides et reconnus par les autorités, est propice à de nombreux dérapages de la part des policiers. En effet, Radio-Canada révélait dans un reportage d'Enquête en octobre dernier que les agent-e-s du SPVM, contrairement à leurs homologues d'autres grandes villes canadiennes, contactaient l'agence des services frontaliers des milliers de fois par année alors que ce n'est pas leur responsabilité. En ce sens, les personnes dont le statut migratoire n'est pas garanti sont donc potentiellement placées à risque de déportation lors de ces contrôles.

Les personnes à statut migratoire précaire se trouvent donc dans une position paradoxale. D'une part, elles occupent en majorité des emplois essentiels, bien que difficiles et déqualifiés, notamment dans le secteur de la production alimentaire ou de l'entreposage et la distribution de bien de consommation courante. D'autre part, ces mêmes personnes sont souvent jugées jetables aux yeux de leurs employeurs qui ne leur offrent trop souvent que le minimum en matière de santé et sécurité ou même de normes du travail; indésirables de la perspective de la population qui les voit comme des « voleurs de jobs » ou des « envahisseurs » ; ou encore profiteurs de leur générosité du point de vue de l'État canadien et québécois, qui s'entête à ne pas faciliter le processus de régularisation de leur statut d'immigration ou de leur donner accès à des services publics comme des soins de santé, le tout, en sachant très bien que l'économie ne peut se passer d'eux.

Pour en finir avec cette contradiction, il est impératif que le couvre-feu doive cesser dans les plus brefs délais afin que les travailleuses et les travailleurs essentiels puissent poursuivre leurs activités sans avoir à craindre pour leur sécurité. Par ailleurs, nous demandons à tous les gouvernements de mettent en place les conditions nécessaires pour assurer de manière permanente la protection des toutes les travailleuses et les travailleurs vulnérables.

Au niveau municipal, cette protection passe entre autres par l'implantation d'une carte d'identité distribuée à l'ensemble des résidents de la ville, permettant de s'identifier aux différentes autorités sans avoir à révéler son statut migratoire.

À l'échelle provinciale, nous pressons le gouvernement provincial à émettre un certificat de sélection du Québec à toutes les personnes dont le statut est précaire se trouvant en son sol, permettant ainsi la régularisation de celles-ci, sans quoi il est extrêmement difficile pour ces personnes de dénoncer les abus subis, tant sur leur milieu de travail qu'à l'extérieur (violence domestique, harcèlement, fraude, etc.) De plus, nous demandons au gouvernement du Québec d'élargir la couverture de soins de santé publique d'éviter que les personnes à statut précaire ne se ruiner lorsqu'elles nécessitent des soins médicaux, notamment en cas d'accident de travail.

Finalement, nous sommons le gouvernement fédéral d'élargir les critères d'accès aux prestations de remplacement de revenus, dont la prestation canadienne de maladie pour la relance économique, afin de permettre aux personnes ayant un statut d'immigration précaire de les obtenir. En effet, personne ne devrait être mis dans une position où elle doit choisir entre subvenir à ses besoins de base ou se remettre d'un virus.

On répète aux travailleuses et aux travailleurs qu'ils sont essentiels. Il est plus que temps qu'on les place dans les conditions essentielles pour qu'ils et elles puissent survivre.

Le comité femme de l'Association des travailleuses et travailleurs d'agence de placement lutte depuis 2018 pour défendre les droits des travailleuses à statut précaires ou sans statut. Le comité travaille à dénoncer les violences genrées et à mettre en lumière les multiples oppressions qui s'exercent spécifiquement sur les travailleuses précaires. Nous avons de la valeur, nous avons des droits et ensemble nous luttons que notre cause.

The curfew: a dangerous hypocrisy for workers with precarious status

Community groups have been saying this for almost a year now. Health measures have a disproportionate impact on the most vulnerable or marginalized populations. Despite these denunciations coming from all sides, and while the Superior Court of Quebec has just decreed the exemption of homeless people from the curfew, the CAQ insists on maintaining the curfew as well as the increase in police surveillance mechanisms, for the rest of the population, completely making the consequences that this has on workers in essential sectors of the economy, starting with the reduction of working hours in some companies causing, very often, an overload of tasks during opening hours. On the other hand, since January 9, many workers have reported having been repeatedly intercepted and then questioned, sometimes for more than 45 minutes, by the police while they were coming home from work. To avoid these situations, many people with precarious migration status felt compelled to quit their jobs. Others, so as not to have to spend long hours on public transport during curfew limits, crowd into common areas at their workplaces to sleep while waiting 5 hours.

One of the main problems with the right of movement certificates given by employers is that you have to have an employer. It may sound silly, but the issue becomes much more complicated for so-called "self-employed workers" in the platform economy like Uber is, or for employment agency workers who may change. working environment every day according to the needs of the market. The same goes for domestic workers who perform tasks for individuals and who are constrained to the schedules that they give them. Second, authorization alone is not sufficient during police checks. Those suspected of committing an offense are required to identify themselves, which, without valid identity documents recognized by the authorities, is conducive to numerous abuses by the police. Indeed, Radio-Canada revealed in an Investigation report last October that SPVM agents, unlike their counterparts in other large Canadian cities, contacted the

border services agency thousands of times a year while it is not their responsibility. In this sense, people whose migratory status is not guaranteed are therefore potentially placed at risk of deportation during these controls.

People with precarious migratory status are therefore in a paradoxical position. On the one hand, the majority of them hold essential, albeit difficult and unskilled jobs, particularly in the food production sector or in the storage and distribution of everyday consumer goods. On the other hand, these same people are often considered disposable in the eyes of their employers who too often offer them only the minimum in terms of health and safety or even labor standards; undesirable from the perspective of the population who see them as "job thieves" or "invaders"; or profiting from their generosity from the point of view of the Canadian and Quebec government, which insists on not facilitating the process of regularizing their immigration status or giving them access to public services such as health care, all knowing full well that the economy cannot do without them.

To end this contradiction, it is imperative that the curfew must end as soon as possible so that essential workers can continue their activities without having to fear for their safety. In addition, we call on all governments to put in place the conditions necessary to permanently ensure the protection of all vulnerable workers.

At the municipal level, this protection involves, among other things, the establishment of an identity card distributed to all residents of the city, allowing them to identify with the various authorities without having to reveal their migratory status.

At the provincial level, we urge the provincial government to issue a Quebec selection certificate to all people whose status is precarious who are on its soil, thus allowing their regularization, otherwise it is extremely difficult for these people to denounce the abuses suffered, both in their work environment and outside (domestic violence, harassment, fraud, etc.) In addition, we ask the government of Québec to expand public health care coverage to prevent people with precarious status from going broke when they need medical care, especially in the event of an accident at work.

Finally, we call on the federal government to broaden the criteria for access to income replacement benefits, including the Canada Sickness Benefit for Economic Stimulus, to allow people with precarious immigration status to obtain them. Indeed, no one should be put in a position of having to choose between meeting their basic needs or recovering from a virus.

Workers are told they are essential. It is high time they were placed in the essential conditions for them to survive.

The Women's Committee of the Association of Employment Agency Workers has been fighting since 2018 to defend the rights of workers with precarious status or without status. The committee works to denounce gender-based violence and to shed light on the multiple oppressions that are exerted specifically on precarious workers. We have value, we have rights and together we fight only our cause.

LA ZONE FRANCHE SAVANE DIANE DÉNONCIATION DE LA SOFA

La Solidarité des femmes haïtiennes-SOFA proteste énergiquement contre l'arrêté du 8 février 2021 qui fait de la Savane Diane une zone franche.

En premier lieu, cet arrêté est daté du 8 février 2021, alors que le mandat de l'ancien président a pris fin le 7 février. En second lieu, ils sont tellement pressés dans l'exécution de leurs combines, qu'ils font mal même le mal qu'ils veulent faire à la population. L'Arrêté a été pris le 8 février mais porte la signature d'une ministre qui ne fait plus partie du gouvernement de facto, doublée de celle de sa remplaçante.

Petit rappel pour la vérité et pour l'histoire :

Des agricultrices, membres de la SOFA, disposent de 13 hectares de terres concédées par l'État haïtien, à travers le Ministère de l'Agriculture et de l'INARA, en 2017. Ces 13 hectares étaient destinés à l'agriculture biologique. Les membres de la SOFA ont signé un protocole d'accord avec le ministre de l'Agriculture qui dirigeait le ministère à l'époque, après 2 ans de plaidoyer et de négociation avec le ministère. En mai 2020, Monsieur Apaid a fait son apparition pour réclamer cette propriété. Il a payé une bande de jeunes hommes pour briser les clôtures érigées par les membres de la SOFA et des bandits pour molester les femmes de la SOFA. L'actuel ministre de l'Agriculture, Monsieur Patrick Sévère, à la suite d'une lettre que nous lui avons fait parvenir, nous a rencontrées et nous a demandé de négocier avec Apaid. Nous lui avons répondu que si ce dernier avait voulu négocier, il n'aurait pas fait saccager nos possessions et n'aurait pas payé des voyous pour nous agresser.

Nous profitons de l'occasion pour dénoncer l'attitude du ministre Patrick Sévère qui a choisi son camp, en août 2020, quand il a mis de côté le protocole d'accord de la SOFA, signé avec le ministère de l'Agriculture, suite aux pressions de la Stevia SA Group, de l'industriel André Apaid Jr. pour avoir ces terres. À la suite d'une mise en garde du ministre, la SOFA a dû suspendre son programme de formation et un concours que INFP allait réaliser au profit des paysannes de Saint-Michel de l'Attalaye. De 2017 à 2020, SOFA avait pu former 240 paysannes en agriculture biologique et différentes techniques leur permettant d'améliorer la culture et d'obtenir un meilleur rendement pour les cultures vivrières dans la région de l'Artibonite. Au moment où le ministre Patrick Sévère nous a demandé d'arrêter notre travail sur ces 13 hectares de terres, notre travail avait déjà permis de récolter 350 marmites de pois

Institut national de la réforme agraire

Institut national de formation professionnelle.

Congo, utilisées comme semences et redistribuées aux membres de SOFA dans toute la commune et à d'autres paysannes qui avaient participé à la production, 200 marmites d'arachides, ajoutés à une grande quantité de gombo. Les 13 hectares relevant du protocole d'accord avaient été mis à la disposition de notre organisation pour le renforcement de l'école d'Agriculture Biologique de la SOFA à Saint-Michel L'Attalaye.

Nous vous rappelons que toute production dans une zone franche doit être vendue à l'étranger. Ces entreprises n'ont aucune taxe à payer auprès de la douane ni de la DGI durant 15 ans, des prèlèvements qui pourraient être utiles au développement du pays.

Nous pouvons donc affirmer que déclarer Savane Diane comme zone franche revient à :

C'est tout le peuple haïtien qui doit dire non à l'arrêté de l'ex-président Moïse, adopté après la fin de son mandat, visant l'expulsion des paysannes et des paysans de la terre qu'ils cultivent au bénéfice de toute une population, une décision qui n'engendra que l'augmentation de la faim dans le pays.

Nous, les membres de la SOFA, croyons fermement que tout le peuple haïtien doit dire non à ce plan de mort.

La lutte des femmes est la lutte du peuple haïtien.!

Sabine Lamour

Coordinatrice générale

Port-au-Prince, 15 février 2021.

(texte original en créole)

THE SAVANE DIANE FREE ZONE

DENUNCIATION OF THE SOFA

The Solidarity of Haitian Women-SOFA strongly protests against the decree of February 8, 2021 which makes Savane Diane a free zone.

First, this decree is dated February 8, 2021, while the former president's term ended on February 7. Second, they are in such a hurry to carry out their schemes that they are doing wrong even the harm they want to do to the people. The Order was issued on February 8 but bears the signature of a minister who is no longer part of the de facto government, along with that of her replacement.

A little reminder for the truth and for the story:

Women farmers, members of SOFA, have 13 hectares of land granted by the Haitian State, through the Ministry of Agriculture and INARA, in 2017. These 13 hectares were intended for organic farming. SOFA members signed a memorandum of understanding with the Minister of Agriculture who headed the ministry at the time, after 2 years of advocacy and negotiation with the ministry. In May 2020, Mr. Apaid appeared to claim this property. He paid a gang of young men to break down fences erected by SOFA members and bandits to molest SOFA women. The current Minister of Agriculture, Mr. Patrick Sévère, following a letter we sent him, met us and asked us to negotiate with Apaid. We told him that if he had wanted to negotiate, he would not have ransacked our possessions and would not have paid thugs to assault us.

We take the opportunity to denounce the attitude of Minister Patrick Sévère who chose his side, in August 2020, when he put aside the SOFA memorandum of understanding, signed with the Ministry of Agriculture, continued pressure from Stevia SA Group, industrialist André Apaid Jr. to have these lands. Following a warning from the minister, SOFA had to suspend its training program and a competition that INFP was going to organize for the benefit of the peasant women of Saint-Michel de l'Attalaye. From 2017 to 2020, SOFA was able to train 240 women farmers in organic farming and various techniques allowing them to improve cultivation and obtain a better yield for food crops in the Artibonite region. By the time Minister Patrick Sévère asked us to stop our work on these 13 hectares of land, our work had already made it possible to harvest 350 pots of Congo peas, used as seeds and redistributed to SOFA members throughout the municipality and to other peasant women who had participated in the production, 200 pots of peanuts, added to a large quantity of okra. The 13 hectares covered by the memorandum of understanding had been made available to our organization for the strengthening of the SOFA School of Organic Agriculture in Saint-Michel L'Attalaye.

Due to the agricultural importance of Savane Diane, the Ministry of Agriculture classified it in 2018 among the 5 priority areas with the objective of ensuring the food self-sufficiency of the country. However, this February 8, 2021, the former president, who won the elections on the basis of the speech that he was going to feed the whole population, and the former Minister of Agriculture, who is paid by the population to define strategies in order to achieve this objective, take a stop declaring this same Savane Diane a free zone to cultivate Stevia.

We remind you that any production in a free zone must be sold abroad. These companies have no tax to pay to customs or the DGI for 15 years, levies that could be useful for the development of the country.

La Savane Diane is located among the 3 largest agricultural departments in the country: the North, the Center and the Artibonite. It covers about 28,000 hectares and produces all kinds of food, such as avocado, mango, Congo beans, okra, rice, peanuts, sugar cane in addition to medicinal plants. Many products made in Saint Michel are bought by the Dominicans to be served in large restaurants as organic products. After the Cayes plain, Saint Michel is the

second largest corn production area in the country. The region is also known for its sugar cane brandy, Clairin Saint-Michel. The largest hilly lake in the country sits in the middle of Savane Diane and covers 14 hectares, the equivalent of 14 football fields. There is another smaller one. These lakes produce fish for food and trade. They are also used to irrigate land and water livestock.

Declaring Savane Diane as a free zone amounts to destroying the environment, destroying agriculture, destroying livestock and condemning farmers to go to work.

He worked in factories, including the stevia factory to fuel Coca Cola, and then died in poverty. Declaring Savane Diane as a free zone means forcing more citizens of the Central Plateau, the North and Artibonite to leave the country to work in the sugar cane fields of the Dominican Republic or to become boat people. and expose their lives to the risks associated with the sea.

We can therefore affirm that declaring Savane Diane as a free zone amounts to:

- Destroy the region's biodiversity by moving from multicultural to monoculture;
- Abandon organic farming to switch to intensive industrial farming likely to poison the environment, the land, the livestock, the water table;
- Eliminate one of the largest plains that supply the country with the production of export commodities;
- Condemn the country to import more canned food which will harm the health of the Haitian people;
- Increase the cost of food because we will need more dollars to import the products;
- Forcing farmers to seek a pittance in the stevia industry.

"Lè nen pran kou, je kouri dlo". When the production of the departments of North, Artibonite and Center disappears and is replaced by stevia, many more people in the country will fall into poverty, and the whole population will pay the consequences. The activities implemented by SOFA through the School of Organic Agriculture, aimed at strengthening agriculture in the municipality of Saint-Michel, cannot be continued.

On February 7, 2020, the FAO classified Haiti as a country of urgent food insecurity. Haiti then had 3.7 million food insecure people. The FAO predicted that if no action was taken by March 2020, that number would rise to 4.1 million. A year later, on February 8, 2021, nothing is done as a result. On the contrary, the current state authorities of the country and big industrialists like Apaid, want to push the population into hunger and misery.

It is all the Haitian people who must say no to the decree of former President Moïse, adopted after the end of his mandate, aimed at the expulsion of peasants from the land they cultivate for the benefit of a whole population, a decision which will only lead to an increase in hunger in the country.

We, the members of SOFA, firmly believe that all the Haitian people must say no to this death plan.

The struggle of women is the struggle of the Haitian people.!

Sabine Lamour

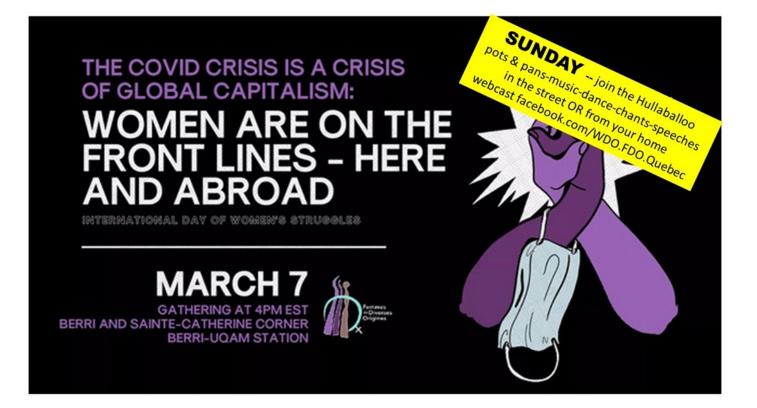
General coordinator

Port-au-Prince, February 15, 2021.

(original text in Creole)

CRISE DE LA COVID-19, CRISE DU CAPITALISME GLOBALISÉ:
FEMMES AU FRONT ET EN LUTTE ICI COMME AILLEURS
JOURNÉE INTERNAIONALE DES LUTTES DES FEMINES

RASSEMBLEMENT À 16H HNE STATION BERRI ET SAINTE-CATHERINE STATION BERRI-UQAM



#HungerstrikeLaval #FreeThemAll #StatusForAll

FR

Sept détenu-e-s de la prison pour migrant-e-s de Laval continuent la grève de la faim débutée le 1er mars 2021. Les grévistes ont préparé une déclaration pour annoncer leur grève, dénoncer leur situation et exiger leur libération.

Déclaration des détenu-e-s du Centre de détention de Laval

Nous sommes un groupe de migrant-e-s détenu-e-s au Centre de détention de Laval.

Par cette présente lettre nous voulons d'une part dénoncer les conditions dans lesquelles nous sommes détenu-e-s au Centre. Depuis un certain temps, le virus du COVID s'est introduit dans la prison. Les mesures sanitaires prises par les agents de l'immigration sont nettement insuffisantes.

Certains des détenus ont déjà contracté le COVID. D'autres se plaignent de douleurs s'apparentant aux symptômes du COVID mais ne reçoivent que des Tylenol. Nous souffrons beaucoup.

Nous avions aussi été confinés dans des chambres séparées sans recevoir aucune assistance psychologique. Nous sommes désemparés et avons très peur pour notre santé.

Selon nous, utiliser la détention comme politique d'immigration est en tout temps une mesure inhumaine et injuste, avec ou sans COVID.

D'autre part, nous annonçons que nous avons commencé une grève de la faim à durée indéterminée à partir du 1^{er} mars pour contester le traitement dont nous faisons l'objet.

Nous demandons à être libérés du Centre de détention de Laval car c'est un espace propice à la propagation du virus et ce n'est qu'une question de temps avant que nous tous ne soyons contaminés.

Ceci est un appel à l'aide. Nous voulons être traités avec dignité et surtout nous voulons bénéficier d'une protection en cette période de pandémie comme tout citoyen canadien.

Signatures: Marlon, Carlos Martín, Rafael, Mehdi, Alan, Karim, Freddy

EN

Seven inmates of the Laval migrant prison are continuing the hunger strike they began on March 1, 2021. The strikers have launched a declaration to announce their strike, denounce their situation and demand their release.

Declaration of the Inmates of the Laval Detention Centre

We are a group of migrants detained at the Laval Detention Center.

With this letter we wish to denounce the conditions in which we are being held at the Center. For some time now, the COVID virus has entered the prison. The sanitary measures taken by the immigration officers are clearly insufficient.

Some of the detainees have already contracted COVID. Others complained of pain similar to the symptoms of COVID but were given only Tylenol. We are in a lot of pain.

We had also been confined to separate rooms without receiving any psychological assistance. We are distraught and very fearful for our health.

--

In our opinion, using detention as an immigration policy is in all times an inhuman and unjust measure, with or without COVID.

On the other hand, we are announcing that we have started an indefinite hunger strike starting March 1st to contest the treatment we are receiving.

We are asking to be released from the Laval Detention Center because it is a place where the virus can spread, and it is only a matter of time before we are all infected.

This is a call for help. We want to be treated with dignity and above all we want to be protected in this time of pandemic like every Canadian citizen.

Signatures: Marlon, Carlos Martín, Rafael, Mehdi, Alan, Karim, Freddy

ES

Siete reclusos de la cárcel de inmigrantes de Laval continúan la huelga de hambre que iniciaron el 1 de marzo de 2021. Los huelguistas han lanzado una declaración para anunciar su huelga, denunciar su situación y exigir su liberación.

Declaración de los detenidos del Centro de Detención de Laval

Somos un grupo de migrantes detenidos en el Centro de Detención de Laval.

Con esta carta queremos denunciar las condiciones en las cuales estamos retenidos en el Centro. Desde un tiempo, el virus COVID ha entrado en la prisión. Las medidas sanitarias adoptadas por los funcionarios de inmigración son claramente insuficientes.

Algunos de los detenidos ya han contraído el COVID. Otros se quejan de un dolor similar a los síntomas del COVID pero sólo reciben Tylenol. Tenemos mucho dolor.

También hemos sido confinados en habitaciones separadas sin recibir ninguna asistencia psicológica. Estamos angustiados y tememos mucho por nuestra salud.

En nuestra opinión, utilizar la detención como política de inmigración es en todo momento una medida inhumana e injusta, con o sin COVID.

Por otro lado, anunciamos que hemos iniciado una huelga de hambre indefinida a partir del 1 de marzo para oponernos al trato que estamos recibiendo.

Pedimos que nos liberen del Centro de Detención de Laval porque es un lugar donde el virus puede propagarse y es sólo cuestión de tiempo que todos estemos infectados.

Esto es una llamada de auxilio. Queremos que se nos trate con dignidad y, sobre todo, queremos que se nos proteja en esta época de pandemia como a cualquier ciudadano canadiense.

Firmas: Marlon, Carlos Martín, Rafael, Mehdi, Alan, Karim, Freddy



1035 rue Rachel Est 3ème étage Montréal, QC H2J 2J5 Téléphone: (514) 528-8812 Télécopier: (514) 528-0896 E-mail: sawco@sawce-cefsa.cn

Vendredi 5 mars 2021

Pour publication immédiate

Centre communautaire des femmes sud-asiatiques

Solidarité avec les femmes d'Afghanistan à la veille de la Journée internationale de la femme du 8 mars

À l'occasion de la Journée internationale de la femme et en solidarité avec les femmes d'Afghanistan, le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques (CCFSA) appelle le gouvernement canadien à défendre le respect des droits des femmes dans ce pays. Depuis le début des pourparlers de paix découlant d'un accord avec l'administration américaine précédente, les talibans ont multiplié les attaques ciblées contre les femmes et les dirigeants de la société civile pour tenter de les réduire au silence. Bien que la paix soit souhaitée, le peuple afghan comme les femmes sont déterminés à ce que cette paix ne se fasse pas au détriment de leurs droits constitutionnels et revendiquent la protection des acquis des deux dernières décennies. Le CCFSA appuyant les femmes afghanes, nous nous inquiétons du fait que les progrès démocratiques réalisés depuis la chute des talibans en 2001 seraient renversés si ces derniers reprenaient le pouvoir politique. Nous nous préoccupons particulièrement de la protection des droits des femmes et des minorités.

Nous demandons au gouvernement canadien d'agir conformément à ses propres directives manifestes en matière d'égalité des sexes et de soutenir les droits de la personne en défendant les droits des femmes afghanes, des minorités religieuses et ethniques et de la société civile grâce à sa politique internationale. Renoncer aux importants gains des dix-neuf dernières années, y compris les droits des citoyens énoncés dans la Constitution actuelle, pour apaiser les talibans compromettrait sérieusement la démocratie afghane émergente et ne saurait conduire à une paix durable. Nous demandons instamment au gouvernement du Canada de rechercher les voies appropriées de réconciliation et de soutenir le cadre sanctionné par la communauté internationale sous les auspices des Nations unies pour instaurer une paix durable, permettre aux citoyens afghans et à leur gouvernement élu de parvenir à la réconciliation nationale et prendre les mesures nécessaires pour développer leur jeune démocratie.

Nous demandons donc au gouvernement canadien de :

- Faire pression sur les talibans pour obtenir un cessez-le-feu ;
- Faire tout en son pouvoir pour garantir que les droits des femmes afghanes ne seront pas annulés en échange d'un accord avec les talibans;
- Soutenir l'autonomie du ministère de la Condition féminine et de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan;
- Faire pression pour une participation significative des femmes aux pourparlers de paix;
- Veiller à ce que l'autonomie et la liberté des organisations de la société civile soient intégrées dans l'accord de paix;

-30-

CCFSA

sawcc@sawcc-ccfsa.ca



1035 rue Rachel Est 3ème étage Montréal, QC H2J 2J5 Téléphone: (514) 528-8812 Télécopier: (514) 528-0896 E-mail: sawco@sawce-cefsa.cn

Friday 5th March 2021

For immediate release

Montreal's South Asian Women's Community Centre in

Solidarity with women of Afghanistan on eve of International Women's Day, 8 March

On the occasion of International Women's Day, in solidarity with the women of Afghanistan, the South Asian Women's Community Centre (SAWCC) calls upon the Canadian government to uphold the rights of women in Afghanistan. Since the start of the peace talks based on their agreement with the previous US administration, the Taliban have increased their targeted attacks on women and civil society leaders in an attempt to silence them. While the people of Afghanistan, including women, want peace, they are determined that this peace should not come at the cost of losing their constitutional rights and that the gains of the last two decades should be protected. In support of the women of Afghanistan, SAWCC is concerned that the democratic progress made since the fall of the Taliban in 2001 must not be reversed upon a Taliban resumption of political power. In particular, SAWCC is concerned about the protection of the rights of women and minorities.

We ask the Canadian government to act in accordance with its own unequivocal gender equality guidelines and to support human rights through its international policy by supporting the rights of Afghan women, religious and ethnic minorities and civil society. Appeasing the Taliban by bartering away the considerable gains of the last 19 years, including citizens' rights outlined in the current Constitution, will undermine the emerging Afghan democracy and cannot lead to sustainable peace. We urge the government of Canada to seek appropriate channels for reconciliation and support the internationally sanctioned framework under the auspices of the United Nations to bring about sustainable peace, to allow Afghan citizens and their elected government to bring about national reconciliation and take the necessary steps to expand their young democracy.

We therefore urge the Canadian government to:

- Exert pressure on the Taliban for a ceasefire
- Strive to ensure that women's rights in Afghanistan will not be reversed to secure a deal with the Taliban
- Support the autonomy of the Ministry of Women's Affairs and the Afghan Independent Human Rights Commission
- 4. Push for women's meaningful participation in the peace talks
- Work to ensure that the autonomy and freedom of civil society organizations is made part of the peace agreement.

South Asian Women's Community Centre

sawcc@sawcc-ccfsa.ca

Déclaration des détenu-e-s // Declaration of the Inmates // Declaración de los detenidos

#HungerstrikeLaval #FreeThemAll #StatusForAll

FR

Sept détenu-e-s de la prison pour migrant-e-s de Laval continuent la grève de la faim débutée le 1er mars 2021. Les grévistes ont préparé une déclaration pour annoncer leur grève, dénoncer leur situation et exiger leur libération.

Déclaration des détenu-e-s du Centre de détention de Laval

Nous sommes un groupe de migrant-e-s détenu-e-s au Centre de détention de Laval.

Par cette présente lettre nous voulons d'une part dénoncer les conditions dans lesquelles nous sommes détenu-e-s au Centre. Depuis un certain temps, le virus du COVID s'est introduit dans la prison. Les mesures sanitaires prises par les agents de l'immigration sont nettement insuffisantes.

Certains des détenus ont déjà contracté le COVID. D'autres se plaignent de douleurs s'apparentant aux symptômes du COVID mais ne reçoivent que des Tylenol. Nous souffrons beaucoup.

Nous avions aussi été confinés dans des chambres séparées sans recevoir aucune assistance psychologique. Nous sommes désemparés et avons très peur pour notre santé.

Selon nous, utiliser la détention comme politique d'immigration est en tout temps une mesure inhumaine et injuste, avec ou sans COVID.

D'autre part, nous annonçons que nous avons commencé une grève de la faim à durée indéterminée à partir du 1er mars pour contester le traitement dont nous faisons l'objet.

Nous demandons à être libérés du Centre de détention de Laval car c'est un espace propice à la propagation du virus et ce n'est qu'une question de temps avant que nous tous ne soyons contaminés.

Ceci est un appel à l'aide. Nous voulons être traités avec dignité et surtout nous voulons bénéficier d'une protection en cette période de pandémie comme tout citoyen canadien.

Signatures : Marlon,	Carlos Martín, Rafael	l, Mehdi, Alan, Karim, Fred	ddy

EN

Seven inmates of the Laval migrant prison are continuing the hunger strike they began on March 1, 2021. The strikers have launched a declaration to announce their strike, denounce their situation and demand their release.

Declaration of the Inmates of the Laval Detention Centre

We are a group of migrants detained at the Laval Detention Center.

With this letter we wish to denounce the conditions in which we are being held at the Center. For some time now, the COVID virus has entered the prison. The sanitary measures taken by the immigration officers are clearly insufficient.

Some of the detainees have already contracted COVID. Others complained of pain similar to the symptoms of COVID but were given only Tylenol. We are in a lot of pain.

We had also been confined to separate rooms without receiving any psychological assistance. We are distraught and very fearful for our health.

In our opinion, using detention as an immigration policy is in all times an inhuman and unjust measure, with or without COVID.

On the other hand, we are announcing that we have started an indefinite hunger strike starting March 1st to contest the treatment we are receiving.

We are asking to be released from the Laval Detention Center because it is a place where the virus can spread, and it is only a matter of time before we are all infected.

This is a call for help. We want to be treated with dignity and above all we want to be protected in this time of pandemic like every Canadian citizen.

Signatures: Marlon, Carlos Martín, Rafael, Mehdi, Alan, Karim, Freddy

Siete reclusos de la cárcel de inmigrantes de Laval continúan la huelga de hambre que iniciaron el 1 de marzo de 2021. Los huelguistas han lanzado una declaración para anunciar su huelga, denunciar su situación y exigir su liberación.

Declaración de los detenidos del Centro de Detención de Laval

Somos un grupo de migrantes detenidos en el Centro de Detención de Laval.

Con esta carta queremos denunciar las condiciones en las cuales estamos retenidos en el Centro. Desde un tiempo, el virus COVID ha entrado en la prisión. Las medidas sanitarias adoptadas por los funcionarios de inmigración son claramente insuficientes.

Algunos de los detenidos ya han contraído el COVID. Otros se quejan de un dolor similar a los síntomas del COVID pero sólo reciben Tylenol. Tenemos mucho dolor.

También hemos sido confinados en habitaciones separadas sin recibir ninguna asistencia psicológica. Estamos angustiados y tememos mucho por nuestra salud.

En nuestra opinión, utilizar la detención como política de inmigración es en todo momento una medida inhumana e injusta, con o sin COVID.

Por otro lado, anunciamos que hemos iniciado una huelga de hambre indefinida a partir del 1 de marzo para oponernos al trato que estamos recibiendo.

Pedimos que nos liberen del Centro de Detención de Laval porque es un lugar donde el virus puede propagarse y es sólo cuestión de tiempo que todos estemos infectados.

Esto es una llamada de auxilio. Queremos que se nos trate con dignidad y, sobre todo, queremos que se nos proteja en esta época de pandemia como a cualquier ciudadano canadiense.

Firmas: Marlon, Carlos Martín, Rafael, Mehdi, Alan, Karim, Freddy

++++++++

Solidarité sans frontières: www.solidaritesansfrontieres.org
Solidarity Across Borders: www.solidarityacrossborders.org/es
Solidaridad sin fronteras: www.solidarityacrossborders.org/es

e-mail: <u>solidaritesansfrontieres@gmail.com</u> facebook: <u>www.facebook.com/CiteSansFrontieres</u>

twitter: oscillatritem.: 514-809-0773